

S.C.41. Jap. 111.0

original: br delamuraz (fax)

kopien ■ brf jac sin si la dy sru cm wok cfr kt

hong kong 07.10.1991 13h30 u r g e n t

0018- -hhhhh

pour: monsieur le conseiller federal jean-pascal delamuraz (fax)
copies a distribuer a:

- secretaire d'etat ofaee
- jek, ari, imb, gir
- was, rup, cos, kar, mat, sce
- zos, wys

- secretaire d'etat dfae
- div. pol. 1, dfae
- div. pol. 2, dfae
- sef, dfae

- administration des contributions, dff (fax)
- office veterinaire federal (m. le directeur gafner) (fax)

- banque nationale de suisse, zuerich et berne *Keiner*

copies directement distribuees par data care:

- delegation geneve
- delegation paris
- mission bruxelles

- ambassades: tokyo, washington, new delhi, rome, bonn, la haye, paris, londres, ottawa

ma visite au japon (30.09. - 03.10.1991)

1. j'ai termine mercredi soir une visite de trois jours au japon durant laquelle j'ai eu des entretiens avec notamment les vice-ministres du miti et de l'agriculture, les directeurs generaux des finances, des affaires etrangeres et du miti ainsi qu'avec le directeur general de l'economic planning agency et la direction du keidanren. concue initialement comme devant traiter essentiellement de themes bilateraux (les questions gatt ayant deja ete abordees lors d'une reunion a berne le 16 septembre avec mon counterpart japonais l'ambassadeur m. endo) cette visite a toutefois a nouveau ete largement consacree aux questions touchant a l'uruguay round. l'etat tres largement satisfaisant de nos relations bilaterals avec le japon et l'importance accordee par mes interlocuteurs aux recents developpements en matiere de negociations agricoles (riz) en sont l'explication. j'ai egalement, dans le cadre de ce sejour, ete l'invite lundi soir de la "swiss chamber of commerce and industry" chez laquelle j'ai presente un expose consacre aux defis economiques communs a la suisse et au japon. cette breve mais intense visite a ete excellemment preparee par l'ambassadeur baer et son equipe auxquels je tiens a exprimer mes vifs remerciements.

7.10.91

16.45h - t - za

Dodis



2. je repars du japon avec l'impression d'un pays dans une situation économique excellente, doté d'une équipe de responsables de la politique économique dynamique et confiante. Le sentiment de liberté que j'ai cru discerner chez eux en matière de politique économique ne s'accompagne toutefois pas me semble-t-il d'un sentiment accru de devoir de solidarité au niveau des relations extérieures. L'engagement du japon à cet égard devrait essentiellement continuer à se manifester sous la forme de participations financières ponctuelles à des actions multilatérales, participations ciblées autant que faire se peut sur des domaines d'intérêt direct pour le pays et son économie.

Le sentiment de confiance en matière économique est notamment forte par le fait qu'en septembre le japon a battu son record de période de croissance la plus longue (59 mois) depuis la seconde guerre mondiale. Même la modestie asiatique "obligée" n'a pas été suffisante pour empêcher nos interlocuteurs de montrer la fierté que provoque chez eux la réalisation d'un taux de croissance annuel de 5 pourcent entre 1988 et 1990, et de 4 pourcent en 1991, accompagné d'un taux d'inflation de 2,5 pourcent cette année, d'une expansion continue des échanges extérieurs et de perspectives d'un nouveau surplus important de balance commerciale.

3. en ce qui concerne le gatt j'ai pu constater une large similitude des vues du japon avec les nôtres sur l'état et les perspectives de la négociation: reprise depuis quelques mois d'un dialogue de substance intense, réussite d'un accord d'ici au plus tard le printemps, danger d'érosion de l'ensemble de l'exercice si cela ne devrait être possible dans ce laps de temps, volonté d'obtention d'un paquet final équilibré. ce qui domine toutefois l'esprit de tous mes interlocuteurs à ce stade (y.c. au keidanren) est l'agriculture. en fait le riz et seulement le riz. les récentes idées d'une tarification sans exception - dont ils conviennent en tant que membre de la quad qu'elles forment la base d'un accord entre les états-unis et la communauté - imposent un problème politique interne majeur qu'

ils s'attachent à surmonter de deux manières: d'une part au niveau de la négociation en s'efforçant de définir des formules d'exception pour le riz attrayantes pour leurs partenaires, d'autre part au niveau politique en déléguant un ministre après l'autre à geneve afin d'être à même de démontrer à leur opinion publique, en cas d'échec, qu'ils auront fait l'impossible et au-delà pour prévenir la tarification de ce produit symbole de la "food security".

il n'est pas étonnant dans ces conditions que mes divers interlocuteurs aient plaidé de manière répétée pour une "sainte alliance" entre nos deux pays en matière agricole et cherche des assurances de notre part d'une position in-traitable en la matière. si j'ai pu les rassurer sur le fait que la position suisse restait entièrement inchangée en ce qui concerne les objectifs de préservation des fonctions non-commerciales de l'agriculture et le rôle multifonctionnel de celle-ci j'ai aussi mis en évidence - ainsi que je l'avais fait à geneve il y a une semaine - l'importance qu'il y avait à distinguer entre maintien de ces objectifs essentiels et ajustements possibles des instruments permettant d'atteindre ces objectifs. j'ai été autant plus clair à cet égard que manifestement les responsables politiques japonais commencent déjà en ce qui concerne le résultat du volet agricole de l'uruquay round à quoté penser à l'impensable unquote.

mes discussions spécifiques avec principalement le miti et le ministère des finances sur les divers autres thèmes de négociation feront l'objet de notes séparées. en conclusion de ces quelques commentaires sur le volet gatt de mes discussions

a tokyo je releverai aussi mon impression d'une manque de transparence et de dialogue evident entre des divers ministeres impliquees, une approche bureaucratique, qui tout naturellement complique et rallonge le processus de decision de la 2e puissance economique mondiale et constitue pour elle une faiblesse patente a ce stade du processus de negociation.

enfin il convient aussi de mentionner une certaine hesitation chez mes collegues japonais a vouloir pousser de facon resolute la negociation sur divers sujets qui pourraient susciter des reserves de la part des pays en developpement et leur vraisemblable disponibilite a rechercher des solutions sur mesure pour ces pays. cette attitude, motivee par un souci de ne pas heurter de front les pays en developpement asiatiques et de conserver une relation privilegiee avec la region devrait, si elle se confirmait, affaiblir la position de negociation des pays developpes dans les nouveaux sujets a savoir les trims services, et la propriete intellectuelle.

4. nos relations economiques bilaterales avec le japon peuvent etre qualifiees dans l'ensemble d'excellentes, ce qui m'a ete confirme par les representants des maisons suisses sur place a l'occasion de la soiree organisee par le sccij. le volume des exportations suisses vers le japon a double durant les 5 dernieres annees et notre pays se place au 3e rang des investisseurs etrangers au japon.

quelques problemes subsistent neanmoins depuis des annees deja. c'est ainsi que j'ai souleve avec mes interlocuteurs du miti et des finances en particulier les questions suivantes: droits de douane eleves sur quelques produits alimentaires et chaussures de ski en plastique impot anticipé de 10 pourcent sur les revenus de licences, blocage des importations de viande des grisons pour des raisons sanitaires (bse, maladie de la "vache folle"). en ce qui concerne les problemes tarifaires mes interlocuteurs m'ont fait valoir qu'ils entendaient les resoudre dans le cadre de l'uruguay round, ce qui ne constitue toutefois pas pour l'instant une position credible etant donne que leur offre ne correspond pas a nos requetes. j'ai donc insiste sur le fait que la suisse s'attendait a une veritable reponse en la matiere a geneve. de meme la reponse en ce qui concerne l'impot anticipé sur les licences a ete decevante. en depit d'une promesse datant de 1979 et refilee dans un echange de lettres a l'occasion de la signature de notre accord de double imposition (fait que j'ai rappele) le japon n'envisage maintenant pas d'adopter ses dispositions en la matiere. j'ai donc reete nos vues et maintenunotre requete. quant a notre derniere proposition pour decloquer les livraisons de viande des grisons je l'ai rappelee lors de mon entretien avec le vice-ministre de l'agriculture qui s'est engage a la faire reexaminer.

5. mes interlocuteurs japonais m'ont en outre confirme leur interet a une conclusion rapide des deux arrangements sur les glp (good laboratory practices). il conviendra des lors que nous leur soumettions nos propositions en la matiere dans les meilleurs delais.

6. enfin le vice-ministre, hatakeyama (miti) m'a indique l'intention du japon d'inclure la suisse dans la liste des pays beneficiaires de la licence generale pour les produits cocom. le japon a deja introduit ce systeme pour les pays cocom et examine son extension de maniere selective a des pays non-cocom qui ont un controle des exportations fiable. l'application du systeme de licence generale a la suisse pourrait vraisemblablement se faire, des mi-novembre de cette annee deja.

p-l girard